

Le cas de Bamako et de ses villages péri-urbains au Mali

Ce document résume les résultats d'un projet de recherche mené par le Groupe Recherche Actions pour le Développement (GRAD). Adresse: Rue 461, Porte 120, Niaréla, Bamako, Mali. Telephone: (+223) 218873; e-mail: grad.mali@malinet.ml

Introduction

Bamako, capitale du Mali, en est aussi le centre urbain principal. Entre 1987 et 1998, sa population a presque doublé, passant d'environ 660 000 à plus d'un million d'habitants. Cette croissance rapide a deux conséquences importantes: d'une part, une grande demande de produits alimentaires, notamment les produits maraîchers; d'autre part, la poussée urbaine qui empiète de plus en plus sur les terrains agricoles du péri-urbain. Ce rétrécissement des périmètres cultivés est lié à l'insécurité foncière qui trouve ses origines dans l'absence de bases juridiques réglant le rapport entre droit foncier moderne et droit foncier coutumier. Le péri-urbain se définit donc comme un 'entre-deux' juridique.

La décennie 90 a vu le démarrage du processus de décentralisation au Mali, processus qui est entré dans sa phase effective avec les élections communales tenues en mai et juin 1999. Les nouvelles communes sont désormais responsables de la planification locale, et joueront donc un rôle clé dans la gestion du péri-urbain.

Ce document résume les principaux aspects des interactions entre la ville de Bamako et deux centres péri-urbains. Dialakorodji, au nord du District de Bamako, compte près de 12 000 habitants, dont une proportion importante de migrants provenant de la région et, dans une plus faible mesure, d'anciens bamakois à la recherche de logement à bas prix. Bien que récemment érigé en commune rurale, la densité de l'habitat et les relations étroites de dépendance économique avec Bamako en font plutôt un quartier dortoir de la capitale. Baguinéda est une commune rurale située sur la route reliant Bamako à Ségou. Sa vocation agricole est soulignée par la présence de plusieurs organismes d'appui et d'encadrement et un périmètre irrigué pour la production rizicole. Le village est une source importante d'approvisionnement en produits maraîchers pour les marchés de Bamako.

Activités économiques et sources de revenu

Les rapports économiques des deux villages avec Bamako sont fondamentalement différents. Pour les habitants de Dialakorodji, le manque de terres agricoles, fagocitées par le développement intensif des habitations, se traduit par l'abandon progressif de l'agriculture et la prévalence d'emplois non-agricoles dont la plupart ont lieu en ville (ouvriers, fonctionnaires, commerçants). A Baguinéda par contre, l'agriculture et le maraîchage sont les activités principales des habitants. La demande urbaine stimule tant la production agricole que l'émergence d'activités commerciales parmi les femmes.

- à Dialakorodji, les revenus moyens sont faibles. Toutefois, les perceptions de l'évolution des revenus au cours des dix dernières années varient selon le genre. Pour les hommes, le manque de terres cultivables, la concurrence acharnée entre détenteurs de petits métiers et le chômage suite à la fermeture de plusieurs usines à Bamako sont à l'origine de la baisse constante des revenus et du niveau de vie des familles. Pour les femmes, qui ont traditionnellement un accès limité aux terres agricoles, la proximité des marchés de Bamako a élargi les opportunités de s'engager dans le petit commerce de produits agricoles provenant de villages voisins, ce qui porte à une certaine amélioration de leurs revenus;
- à Baguinéda, l'agriculture est la source principale d'emplois et de revenus pour la majorité de la population. La riziculture, la culture de céréales sèches et le maraîchage sont les cultures les plus importantes. Près de 80% des hommes sont agriculteurs et très peu d'entre eux s'occupent du commerce. Les femmes, par contre, sont surtout commerçantes (44%) et s'occupent du maraîchage (34,5%). Ces deux activités bénéficient de la proximité des marchés de Bamako. Toutefois, les revenus de la production agricole et maraîchère ont diminué au cours des dix dernières années. Les raisons principales en sont: l'absence au niveau local d'infrastructure de transformation et conservation, qui frappe surtout les produits périssables (fruits et légumes); le coût élevé des intrants et l'insuffisance du crédit; le manque d'organisation dans la commercialisation des produits. Ainsi, la périssabilité des produits et l'insuffisance des liquidités financières se répercutent négativement aussi bien sur les producteurs que sur les commerçantes;
- dans les deux sites, ce surtout les groupes à revenu moyen et élevé qui diversifient les sources de revenu. A Dialakorodji, où 65% des personnes interviewées ne mènent pas d'activité secondaire, le manque de capital et de savoir-faire est une raison importante qui empêche les groupes ne disposant plus de terres agricoles de s'engager dans des activités non-agricoles. A Baguinéda, par contre, c'est l'absence d'opportunités d'emploi non-agricole qui limite la

capacité de diversification des agriculteurs, alors qu'on assiste à l'émergence de néo-agriculteurs parmi les fonctionnaires, surtout gardes et enseignants. Cette tendance se renforce avec la possibilité de départ à la retraite anticipée encouragée par le gouvernement dans le cadre des politiques d'ajustement structurel.

Systèmes fonciers et accès à la terre

Deux systèmes fonciers coexistent au Mali: le système moderne, régi par des textes législatifs, a essentiellement cours en milieu urbain et au niveau des particuliers, il se base sur l'achat et présuppose une véritable transaction financière. Le système traditionnel, par contre, est prévalent en milieu rural et se base sur l'attribution par les propriétaires coutumiers autochtones. Ce système comprend le don effectif, l'héritage et l'achat symbolique par le don de noix de cola. Le système traditionnel repose donc essentiellement sur l'existence des autorités traditionnelles. Ceci influence l'accès à la terre dans le péri-urbain:

- à Dialakorodji, l'accès aux terres échappe complètement aux autorités coutumières, qui depuis longtemps ont tout vendu à des étrangers, résidents et non résidents. En outre, avec l'influx important de migrants en provenance de la région et de la ville, une nouvelle classe dirigeante de fonctionnaires de l'administration communale essaie de remplacer la chefferie traditionnelle;
- il s'en suit que le mode d'accès à la terre le plus important est l'achat, qui favorise les catégories plus nanties. Celles-ci sont aussi les seules qui puissent se permettre l'achat des rares parcelles cultivables encore disponibles, ce qui réduit la possibilité pour les groupes défavorisés de s'engager dans l'agriculture pour accroître leurs revenus ou pour l'auto-consommation;
- à Baguinéda, le mode dominant d'acquisition des terres reste l'attribution, bien qu'elle perde de son importance en raison de la forte demande par les citadins. Toutefois, les terres ne font pas l'objet de transactions financières comme à Dialakorodji. Il y a moins de spéculation foncière, et les autochtones ou les personnes installées depuis longtemps gardent la maîtrise des terres;
- ceci a des répercussions importantes sur la production agricole et maraîchère: les producteurs peuvent embaucher des migrants comme main-d'oeuvre en offrant, à la place d'un salaire en espèce, le prêt d'une parcelle que les migrants cultivent à leur compte pendant une partie de la semaine. La disponibilité de terres sous cette forme de contrat traditionnel est particulièrement avantageuse pour les petits paysans sous-capitalisés.

Mobilité

Les grandes catégories de mouvement de personnes sont: l'exode à partir des villages vers d'autres destinations, souvent urbaines et parfois à l'étranger; l'arrivée de migrants en provenance d'autres centres; et les déplacements qui n'impliquent pas de changement de résidence (mobilité pendulaire). Ici aussi on remarque des différences importantes entre les deux sites péri-urbains:

- Dialakorodji est une destination importante pour les migrants en provenance des zones rurales de la région, mais aussi pour les citadins à la recherche d'espaces de recasement suite aux lotissements de Bamako. Il s'agit surtout des groupes moins nantis qui ne peuvent pas faire face aux coûts croissants du logement en ville;
- le mouvement à partir de Dialakorodji est aussi important. Il s'agit surtout de déplacements de durée limitée: la plupart des activités économiques s'exercent en ville, ce qui se manifeste par un déplacement quotidien d'une grande partie de la population. L'accès limité aux services sanitaires et scolaires à Dialakorodji sont une autre raison importante pour le déplacement sur la ville;
- Baguinéda est la destination pour un nombre limité de fonctionnaires employés dans les organismes para-étatiques d'appui à la production agricole; un groupe plus important est celui constitué par les migrants en provenance de la région, employés comme main d'oeuvre saisonnière par les habitants du village. Le mouvement vers la ville y est aussi moins important, ce qui témoigne du dynamisme économique de Baguinéda. Les services sanitaires sont également disponibles sur place. Toutefois, presque la moitié des ménages ont ou ont eu des enfants scolarisés en ville. L'investissement dans l'éducation est une caractéristique importante du village, et un des aspects positifs de la proximité de la ville.

Décentralisation et processus administratifs et politiques

Les deux villages sont constitués en communes rurales. Alors que les activités économiques et l'habitat à Baguinéda sont clairement de nature rurale, bien qu'en mutation rapide, Dialakorodji présente des caractéristiques plus 'urbaines', telles que la densité de l'habitat et l'absence presque totale d'activités agricoles. Ainsi, pour les nouvelles autorités issues de la décentralisation, les défis à relever sont bien différents:

- le manque d'infrastructure à Dialakorodji est particulièrement problématique, compte tenu de la densité de la population. La disponibilité d'eau, potable et non, y est très limitée et sujette aux fluctuations saisonnières. La gestion des ordures ménagères est

quasiment inexistante, et le village sert de décharge des déchets industriels et ménagers en provenance de la ville;

- le découpage communal ne reflète pas la réalité de symbiose sociale et économique entre Dialakorodji et Bamako. La commune rurale est potentiellement dans une position de faiblesse par rapport à la commune urbaine de Bamako, avec laquelle elle doit néanmoins négocier la gestion de ressources comme l'eau, et l'utilisation de ses terres pour la décharge de déchets urbains. Le défi à relever est prioritairement l'amélioration de l'environnement et de l'infrastructure de Dialakorodji, qui dépendra en grande partie de sa capacité de négociation;
- à Baguinéda, le défi pour la nouvelle commune sera plutôt d'assurer que la population locale garde la maîtrise de ses terres, et que la demande toujours plus forte de la ville ne porte pas à la monétarisation complète du foncier. Ceci aurait sans doute un impact négatif sur la production agricole, notamment sur les petits paysans sous-capitalisés.

Points clé

La proximité de la ville a une influence importante sur le péri-urbain. Cette influence peut être positive, par exemple en élargissant l'accès à des emplois non-agricoles ou en stimulant la production maraîchère par la demande des consommateurs urbains. Cependant, tous les groupes ne bénéficient pas de la même manière de ces opportunités. L'accès aux terres pour les groupes démunis joue un rôle clé qui doit être pris en compte par la planification.

La diversification des sources de revenu entre activités agricoles et non-agricoles est potentiellement une opportunité importante du péri-urbain. Toutefois, seuls les groupes nantis semblent en profiter en raison de la cherté des terres ou de l'absence d'emplois non-agricoles sur place. Pour que tous les groupes puissent bénéficier de ces opportunités, l'élargissement des opportunités d'emploi doit avoir lieu au niveau local. L'accès au crédit, à la formation et à la terre en sont aussi des éléments essentiels.

Les communes issues du processus de décentralisation sont de nouveaux acteurs qui devront jouer un rôle important dans la planification, y compris celle du foncier. Elles devront garantir la maîtrise locale des terres, ainsi que négocier avec la ville une gestion équitable des ressources communes comme l'eau, et l'utilisation de leur terroir pour la décharge de déchets urbains.